

ZAMBIE

## Une filiale de Glencore pollue les sources

Un reportage de la journaliste française Alice Odiot en Zambie («A qui profite le cuivre?») sur les conséquences sociales et environnementales de l'exploitation d'une mine cuivre par Mopani livre la face cachée du négoce des matières premières. Cette compagnie minière est une filiale de Glencore. Elle exploite un site à Mufulira au nord de la Zambie qui s'étend sur plus de 19 000 hectares. Avec un prix à la tonne qui a flambé jusqu'à 10 000 dollars, les convoitises visant ce minerai sont énormes. Or, la Zambie, grande comme 18 fois la Suisse, possède l'un des plus importants gisements de cuivre au monde. Comme l'observe Alice Odiot, ce pays devrait crouler sous les bénéfices des ventes d'or rouge. C'est pourtant un des pays les plus pauvres de la planète, sans qu'aucune guerre ni dictature ne puisse expliquer ce piètre classement. Dix millions de Zambiens sont menacés de malnutrition.

La visite d'un quartier de Mufulira où vivent 40 000 habitants est édifiante. La journaliste décrit de bizarres symptômes respiratoires quelques heures seulement après y avoir débarqué. C'est le résultat du dioxyde de soufre qui pollue l'air. Les locaux l'appellent «le centa». Il provient de la mine qui utilise l'acide sulfurique pour extraire le cuivre en l'injectant directement dans le sol en grande quantité, polluant sans vergogne la nappe phréatique. Au contact de l'eau, le dioxyde de soufre se transforme en acide sulfurique... Du coup, les pluies deviennent acides et stérilisent les sols. Les enfants paient aussi leur tribut: un témoignage recueilli par la journaliste française rapporte que tant qu'un enfant n'a pas atteint un an et demi, il n'est pas sûr de survivre.

Toujours selon cette enquête, plus de la moitié du cuivre zambien est exporté en Suisse. Notre pays en achèterait huit fois plus que toute la Chine, le plus grand consommateur au monde! Pourquoi? L'auteur le donne en mille. C'est que Mopani, la compagnie exploitante, appartient à Glencore établie à Baar (ZG). Du coup, les flux financiers ont commencé à intéresser le fisc zambien qui a établi dans un audit les manipulations de la filiale de Glencore en vue de se soustraire aux impôts en Zambie. En avril 2011, ce rapport a donné lieu à une plainte conjointe de plusieurs ONG, dont la Déclaration de Berne, auprès du Point de contact national de l'OCDE en Suisse et au Canada pour violation des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales...

C'est que les Zambiens en ont marre de ne pas profiter des royalties provenant de l'extraction du cuivre. A titre de comparaison, la Norvège voit 70% des bénéfices des exportations de pétrole entrer dans les caisses de l'Etat. En Zambie, cette part est de... 5%! On se pince quand on le lit: Mopani, la compagnie minière qui empeste Mufulira, n'a pas pu être taxée sur les bénéfices. Depuis 10 ans, cette société n'aurait généré aucun profit alors que la production a doublé depuis sa reprise par Glencore... En 2009, sur les douze multinationales actives en Zambie, une seule a déclaré des bénéfices en 2009!

PIERRE-ANDRÉ SIEBER

### REPÈRES

#### Quelques monstres

> **Cargill** Premier groupe mondial de commerce de denrées agricoles. Plus grand groupe céréalier au monde, leader mondial du cacao et deuxième du coton. Installé à Genève en 1956. La filiale suisse génère un chiffre d'affaires supérieur à la Migros. Active dans le sucre, céréales et oléagineux. Emploie 900 personnes.

> **Gunvor** Troisième plus importante société de négoce pétrolier du bout du lac. En 2010, elle aurait vendu 104 millions de t. de pétrole et de produits à base de pétrole à ses principaux clients, BP, Shell et Exxon. 49 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2009. Bénéfices: 289 millions par an. Gunvor emploie aujourd'hui 400 personnes, dont une centaine à Genève.

> **Glencore** Ou Global energy commodities and resources. Active dans 40 pays, 2700 collaborateurs. Née de la société Marc Rich & Co fondée par Marc Rich, lequel avait été condamné pour violation de l'embargo sur l'Iran puis blanchi aux Etats-Unis. Le chiffre d'affaires est passé de 25 mia en 1993 à 145 en 2010!



En Zambie, la ville minière de Mufulira montre la face cachée du trading de cuivre qui pollue les sources. AUDREY GALLET



Dans des camions, l'acide utilisé en quantité pour extraire le cuivre.

AUDREY GALLET

# Le trading de matières premières, un monde opaque où le LA SUISSE, CE PAYS OÙ LE

Installées à Genève ou à Zoug, elles s'appellent Cargill, Gunvor ou Glencore. Elles brassent les milliards de dollars sans devoir se soumettre à la loi antiblanchiment. «Swiss trading SA», un ouvrage collectif, fait le point.

PROPOS RECUEILLIS

PAR PIERRE-ANDRÉ SIEBER,

Il n'existait jusqu'à ce jour pas d'ouvrage d'investigation sur les activités des sociétés de négoce de matières premières en Suisse. Avec «Swiss trading SA», un livre collectif rédigé sous l'égide de la Déclaration de Berne (DB), cette lacune est com-

blée. Elles s'appellent Cargill, Gunvor ou Glencore. Commerçant pétrole, minerais ou céréales, ces sociétés tentaculaires génèrent des bénéfices colossaux. A la suite de l'entrée en bourse cette année de Glencore, les six directeurs de cette firme établie à Baar (ZG) se sont partagé 23 milliards de dollars. S'ils étaient une nation, ils occuperaient avec ce pactole la 94<sup>e</sup> place du classement mondial au niveau du Produit intérieur brut (PIB)... Devant la plupart des pays en développement où ils prélèvent les matières premières. Et pourtant leurs noms sont largement inconnus du grand public.

Pourquoi ces sociétés étrangères ont-elles proliféré en Suisse? Genève à elle seule en dénombrerait 500! Alors que le pays n'a ni passé colonial ni matières premières. C'est que l'Helvétie a des engrais que peu de nations possèdent: neutralité, liberté du trafic des paiements et des tarifs fiscaux canons. Un audit interne auquel la DB a eu accès montre comment Glencore a contourné le fisc zambien afin de rapatrier à Zoug des bénéfices tirés du commerce de cuivre par l'une de ses filiales. Les explications d'Olivier Longchamp, responsable fiscalité

et finance à la DB et coauteur de «Swiss trading SA».

A partir du titre provocateur de votre ouvrage «Swiss trading SA», peut-on en déduire que la Suisse fait des sociétés de négoce de matières premières une marque déposée?

**Olivier Longchamp:** Ce titre n'est pas une provocation mais un constat. Notre livre montre assez bien que la Suisse est en passe de devenir leader du négoce de matières premières. Celui-ci s'est renforcé ces dernières années dans des proportions très importantes. Ce développement rapide du négoce helvétique s'est fait de façon extrêmement discrète, ce qui justifie notre ouvrage. Ce dernier est le premier du genre un peu synthétique sur ce dossier. Nous avons aussi mis ce développement en perspective.

Depuis quand observe-t-on la prolifération des sociétés de négoce en Suisse?

Depuis ces 10-15 dernières années. On ne parle pas de sociétés helvétiques qui se sont développées, mais de sociétés étrangères, comme Cargill, qui se sont installées en Suisse pour profiter des avantages offerts: liberté du trafic des paiements, régimes fiscaux complaisants pour les entreprises et leurs dirigeants ou encore la neutralité qui fait que la Suisse ne participe pas à toute une série d'embargos internationaux... La chute du Mur en 1989 a favorisé l'essor de ces firmes. Genève s'est

ainsi positionnée comme une place très importante de négoce du pétrole brut provenant de la sphère de l'ex-empire soviétique, Kazakhstan et ex-URSS.

Parmi les 12 plus grandes sociétés de Suisse, 5 ou 7 sociétés de négoce ont un chiffre d'affaires supérieur au PIB des pays où sont prélevés les matières premières sur lesquelles elles spéculent. N'est-ce pas immoral?

Oui. C'est une image assez frappante qui contraste avec la discrétion dont s'entourent ces sociétés. Il y a une absence de transparence complète dans ce secteur. Pourtant gigantesques, ces firmes ne sont souvent pas cotées en bourse, ou s'abstiennent de publier des rapports d'activités. Certaines sortent un peu de leur silence, comme Glencore qui était quasiment inconnue voici trois ans et qui cette année est entrée en bourse.

Depuis trois ans, il semble qu'on braque un peu plus les projecteurs sur ces firmes, non?

A partir de 2009, on a commencé à en parler davantage, effectivement. Et ces derniers temps, dans le cadre du partage du gâteau pétrolier de la Libye, on entend le nom de Vitol, une des principales sociétés de trading de fioul au monde, ou de Trafigura, qui n'a rien à lui envier. Il y a un contraste saisissant entre les flux financiers qu'elles génèrent et le relatif anonymat dont elles jouissent



Les habitants de Mufulira doivent se protéger pour respirer. AUDREY GALLET

## Le nombre exact d'emplois reste secret...

«Swiss trading SA» évoque «une course d'école» du Conseil fédéral en 2007, rue du Rhône à Genève, organisée par la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey. Elle répondait à l'invitation d'une société de trading, Mercuria. Son directeur a alors remercié le Gouvernement suisse d'avoir su «créer des conditions de développement propices» à ses activités.

**Connivence?**  
**Olivier Longchamp:** On a l'impression que les autorités politiques sont pour le moins désinvoltes par rapport à une activité qui est extrêmement problématique.

Enfin, cette activité problématique est-elle compensée par les emplois que la branche crée en Suisse? Il y a débat à ce sujet. Non seulement sur les rentrées fiscales mais aussi sur les emplois qu'elle créerait à Genève. C'est difficile de répondre de manière catégorique. Nous avons essayé de demander des chiffres à la GTSA, l'organisation faitière du négoce à Genève, qui a refusé de les communiquer. Les autorités fiscales ou économiques sont aussi muettes, ou presque. Dans le trading, il faut savoir qu'on n'est pas dans une activité économique gourmande en main-

d'œuvre. A titre de comparaison, l'industrie des machines représente des centaines de milliers d'emplois en Suisse. Or, avec le trading, qui contribue de façon semblable au PIB, c'est nettement moins. Il faut aussi réfléchir de manière globale: on achète du cuivre en Zambie, on le vend en Chine et le profit atterrit à Genève. Ce profit rend un trader millionnaire qui peut engager une femme de ménage. On peut se dire: génial, c'est de l'emploi créé. Le million gagné génère une, deux ou trois places de travail mais il peut en détruire des dizaines de milliers ailleurs. Si ce million investi à Genève l'était en Zambie, ce serait bien plus créateur d'emplois. Il y a là un débat biaisé.

Oui, mais Genève a attiré des traders de Londres qui y gagnent davantage d'argent...

Ces emplois dans le trading du pétrole n'ont pas été créés, mais il s'agit d'un transfert de Londres à Genève. On n'a pas fait des chômeurs de Sécheron des traders... Ces Anglais peuvent ainsi contourner la loi anglaise sur les bonus!

Quel rôle joue GTSA, l'association faitière des sociétés de trading de Genève?

La Geneva trading and shipping association met l'accent sur l'emploi pour garantir toute une série d'avantages, à commencer par les forfaits fiscaux. Le discours de la GTSA est très fort et il est repris avec complaisance par les autorités cantonales.

Avez-vous eu des difficultés à accéder aux sources pour réaliser votre ouvrage?

Oui, nous avons eu d'énormes problèmes. On se casse souvent les dents sur ces firmes même si certaines sont cotées en bourse, comme Glencore depuis cette année. Quand nous avons commencé en 2009, il n'y avait même pas d'organigramme la concernant. On n'avait pas d'info financière sur elle. Quand une firme n'est pas cotée, impossible de savoir qui la détient, qui est en affaires avec. Dans certains cas, on a une vingtaine de sociétés écrans imbriquées les unes dans les autres. C'est très difficile d'identifier ces sociétés. En plus, elles ne communiquent pas, même les organes qui sont censés les représenter, comme GTSA qui ne donne même pas le nombre d'emplois sur la place genevoise!

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-ANDRÉ SIEBER



La ville de Mfulira abrite 40000 habitants. AUDREY GALLET



Le luxueux siège de Glencore à Baar. KEYSTONE-A

## ANALYSE



Mark Pieth, professeur de droit pénal.

KEYSTONE-A

## Une activité pas comme les autres

L'avis du professeur de droit pénal Mark Pieth sur le dossier des compagnies de négoce éclaire d'une lumière crue le laxisme juridique qui règne en Suisse. Pour celui qui préside le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption et qui siège à la Commission indépendante examinant le programme «Pétrole contre nourriture», le commerce de matières premières n'est pas une activité comme les autres. Les carburants fossiles ne sont pas renouvelables et les denrées alimentaires sont indispensables à la survie. «Celui qui possède des ressources naturelles dispose donc d'un pouvoir important», explique-t-il dans Swiss trading SA. Et celui qui les négocie, entre autres en Suisse comme à Zoug et Genève, a tout autant de responsabilités.

Les grandes sociétés de négoce ont indubitablement une influence politique et n'hésitent pas à user de ce pouvoir. M. Pieth: «Elles sont tellement puissantes qu'elles parviennent à contrôler des régions d'exploitation entières et à annihiler le pouvoir de l'Etat. La responsabilité de pays comme la Suisse, où siègent de nombreuses multinationales, est d'autant plus grande.»

Le spécialiste bâlois est d'avis qu'il faut accroître la pression sur ces géants. Pour lui, le risque de les voir déguerpir vers d'autres destinations comme les îles Anglo-Normandes ou une oasis fiscale du Pacifique n'est pas très important: Zoug ou Genève, forts d'une place financière stable et performante, restent largement imbattables. Hormis Singapour qui possède aussi ces atouts.

Quelle solution adopter pour changer l'attitude laxiste envers les sociétés de négoce? Mark Pieth pense qu'il faudrait un organe de pouvoir central, responsable de la formulation et de l'application d'une politique extérieure suisse rigoureuse. En lieu et place, constate le professeur de droit, «nous avons un organe gouvernemental fragmenté que sept nains se partagent!» Et d'ajouter que jusqu'à présent le Conseil fédéral n'a rien pu ou voulu entreprendre pour gommer l'image de repaire de pirates qui colle à la Suisse depuis les affaires survenues ces dix dernières années notamment avec les abus du secret bancaire. Au niveau mondial, il faudrait un groupe de travail chargé de fixer les règles du jeu concernant les matières premières. Quant à la Loi sur le blanchiment (LBA), l'expert est catégorique. Les négociants y sont soumis théoriquement mais l'Autorité de contrôle de la Confédération a développé une «pratique problématique» que Mark Pieth juge carrément illégale. Et d'évoquer la réaction de Glencore qui a menacé de déplacer son siège principal hors de Suisse quand il s'est agi d'appliquer la loi à l'époque. Peter Siegenthaler, directeur de l'Administration fédérale des finances et la juriste en chef au Département fédéral des finances ont alors donné des instructions déterminantes quant à l'application de cette loi par l'Autorité de contrôle... «On est en droit de se demander pourquoi les négociants en devises sont soumis à des contrôles très rigoureux alors que les négociants en matières premières y échappent», constate encore le professeur de droit. Pure négligence ou volonté politique? Le juriste ne répond pas vraiment mais constate que tout n'est pas net dans les transactions sur les matières premières. Il a vu lors de son travail dans la Commission «Pétrole contre nourriture», chargée d'examiner les transactions avec l'Irak, des dossiers circuler dans certaines banques munis d'un timbre portant la mention: «Le nom de Marc Rich (ancien directeur de Glencore) ne doit figurer sur aucun document transmis à la BNP de New York».

PIERRE-ANDRÉ SIEBER

1 Swiss trading SA

silence est d'or

## NÉGOCE FAIT FLORÈS

en Suisse. Elles manipulent des chiffres d'affaires colossaux. C'est clair, lorsque vous achetez un supertanker, les volumes financiers sont très importants. Et les prix des matières premières ont pris l'ascenseur.

## Quelle est la plus opaque?

Difficile à dire. Peut-être Gunvor, dont tout le monde se demande quels sont ses liens avec les anciens caciques du Kremlin. Longtemps, c'était l'énigme principale sur la place du négoce genevois. Aujourd'hui encore, on n'a pas toutes les réponses. Gunvor est partie de presque rien il y a quelques années et elle est devenue une des sociétés majeures au niveau mondial dans le trading du pétrole.

Etant donné une telle opacité, on comprend mieux pourquoi la justice elle-même est impuissante contre ces sociétés. L'ancien procureur de Genève, Bernard Bertossa lui-même précise qu'il n'a pu infliger aux contrevenants que des égratignures...

La justice est tout de même moins désarmée que nous. Elle peut ordonner des saisies de documents ou d'autres mesures. Bertossa a toujours été assez clair: son seul but n'était pas de frapper tous azimuts mais créer une insécurité chez ceux qui pratiquent la criminalité économique. Je crois à cette méthode.

## Que faire pour que ça change?

Il est important qu'une société de trading soit soumise à la loi anti-blanchiment. Les entreprises actives en Suisse doivent aussi être rendues responsables des agissements de leurs filiales en Suisse et à l'étranger. Mais on ne résoudra pas le problème uniquement avec des

mesures contraignantes. Il faut un changement d'attitude des entreprises elles-mêmes. Il faut qu'elles comprennent que leur activité peut être réalisée autrement. Elles doivent aussi réduire au minimum les nuisances environnementales et sociales qu'elles génèrent par leur activité.

## Le Max Havelaar du négoce, en quelque sorte...

Non, ce n'est pas exactement cela. Il s'agit d'obliger ces entreprises à prendre au sérieux leur activité. Ce n'est pas à nous de la contrôler en premier lieu, c'est à eux. Concédonsons tout de même que le contexte légal en Suisse s'est amélioré. Au point de vue de la corruption, il y a eu progrès. Voici quelques années, si une entreprise dépensait de l'argent pour corrompre un fonctionnaire, elle pouvait déduire ces frais des impôts! En matière de corruption actuellement, il y a eu une adaptation du Code pénal en Suisse exigeant que les sociétés prennent des mesures internes pour s'assurer que leurs agents/sous-traitants ne se livrent pas à la corruption. Je pense que dans le domaine de la responsabilité des entreprises, on pourrait réclamer la même chose.

## Si on ne le fait pas, la Suisse va-t-elle consolider encore son image de repaire de pirates?

Oui et on s'expose à des pressions internationales comme cela a été le cas ces dernières années pour le secret bancaire. I

«Swiss trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières», éditions d'En Bas (368 pp.). ><http://www.ladb.ch/livre-négoce>



Le trading de matières premières: un business qui marche. KEYSTONE - A

## Avocats d'affaires et fiduciaires en tirent profit



L'incroyable, c'est que les sociétés de négoce peuvent faire pression et obtenir ce qu'elles veulent...

**Olivier Longchamp:** Oui, Glencore dirigé par Ivan Glasenberg, (PHOTO KEYSTONE-A) a menacé de délocaliser et obtenu que le trading de matières premières échappe à la Loi fédérale sur le blanchiment d'argent (LFBA) alors que

cette loi mentionne expressément qu'elle devrait l'être! Le pénaliste Marc Pieth, à qui nous donnons la parole dans notre ouvrage, met en évidence une vraie connivence entre l'autorité de surveillance et ces sociétés. Il se demande pourquoi on contrôle le commerce des devises et pas celui des matières premières.

Les cantons où ces géants ont établi leur siège social profitent de rentrées fiscales juteuses. Cela explique aussi qu'on leur accorde une certaine indulgence, non?

Bien sûr, les rentrées de quelques millions, c'est loin d'être négligeable. Mais l'activité de Glencore, par exemple, n'est pas taxée comme elle le serait dans d'autres pays.

Oui, mais si vous taxez l'activité de Glencore comme elle le serait en France, par exemple, cette société s'en irait...

Il n'empêche que si l'on sort du strict intérêt du canton de Zoug, les cadeaux faits à ces sociétés génèrent des pertes de recettes fiscales pour le financement de l'activité des collectivités. Il faut aussi distinguer l'intérêt pour le canton et celui de la population. Le canton profite des recettes mais pas forcément la population zougoise.

A moins que l'on soit avocat d'affaires et que l'on travaille pour ces firmes...

Notre ouvrage montre relativement bien que certains groupes socio-économiques profitent énormément de la présence de ces sociétés en Suisse. Si vous êtes avocat d'affaires, effectivement, et que vous faites de la société de domicile à Zoug, vous en tirez des bénéfices. Ces groupes socio-économiques peuvent aussi

intervenir au niveau politique en plaçant une équivalence entre ce qui est bon pour eux et ce qui est bon pour le canton. Ils plaident alors pour que le canton attire ce genre d'entreprises. Nous citons dans le livre le cas du conseiller national obwaldien Adriano Imfeld établi à Sarnen directeur d'une fiduciaire chez qui sont établies deux filiales du géant du nickel russe Norilsk. Or, il est intervenu plusieurs fois pour alléger la fiscalité des sociétés.

On voit que ces géants sont tellement à l'aise en Suisse qu'ils font des petits. Si l'on prend l'exemple de Marc Rich, fondateur sulfureux de Glencore, il était lui-même employé de Phibro (qui n'existe plus). Et un ancien trader de Rich a fondé Trafigura. La Suisse va-t-elle être colonisée par les sociétés de trading?

Marc Pieth constate qu'il n'y pas eu un masterplan pour implanter ces sociétés en Suisse. C'est davantage un espace de liberté qui leur a permis d'essaimer. Le trading a pris une telle ampleur qu'il représente autant pour le PIB suisse que l'industrie des machines. L'économie suisse n'arrive plus à s'en passer et cela nous semble très problématique.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-ANDRÉ SIEBER